

## Introduction générale

Maxime COMPAORÉ\*

Marc PILON\*\*

Dans le souci de contribuer à la réflexion pour le développement de l'éducation au Burkina Faso, l'Atelier de Recherche sur l'Éducation au Burkina Faso (AREB), à travers un partenariat entre l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), a organisé du 19 au 22 novembre 2002 à Ouagadougou un colloque national sur le thème « La recherche face aux défis de l'éducation au Burkina Faso »<sup>1</sup>. Le présent ouvrage fait suite à ce colloque en publiant une sélection des travaux qui y ont été présentés.

Dans un contexte africain marqué par une crise des systèmes éducatifs, et un contexte national caractérisé entre autre par le démarrage du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB) et la refondation de l'Université, ce colloque visait un double objectif : d'une part, il s'agissait de contribuer à un état des lieux de la recherche en éducation ; et d'autre part, d'identifier des axes prioritaires de recherche au regard des défis posés par l'éducation au Burkina Faso.

Avant de présenter le contenu de l'ouvrage, nous vous donnons un aperçu de l'état de la recherche en éducation au Burkina Faso.

### La recherche en éducation au Burkina Faso

Depuis 1978, l'organisation de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur au Burkina Faso revient au Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique (MESSRS). Parmi les structures intervenant dans la recherche en éducation, on peut citer :

– les structures publiques d'enseignement et de recherche : l'Université de Ouagadougou (UO), le Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) et l'École normale supérieure de Koudougou (ENSK) ;

---

\* Historien, INSS/CNRST, Chargé de recherche

\*\* Démographe, IRD-UERD, Directeur de recherche

---

<sup>1</sup> Ce colloque a reçu le soutien financier des coopérations suédoise, suisse et française, du CNRST, de l'IRD et de l'ONG Aide et Action. Plus d'une trentaine de communications ont été présentées au cours des différentes séances. À la diversité des sujets traités s'ajoute aussi celle des disciplines représentées : sociologie, anthropologie, démographie, économie, pédagogie, linguistique, sciences de l'éducation, etc.

- les structures chargées de recherche dans les différents ministères : Direction de la recherche et du développement pédagogique (DRDP), l'Institut national d'alphabétisation (INA), l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
- les structures internationales de recherche : l'Institut de recherche pour le Développement (IRD).

Chacune de ces structures travaille dans son domaine à travers la mise en œuvre de programmes spécifiques impliquant parfois des chercheurs d'autres structures. Dans la plupart des cas, les résultats de la recherche sont peu connus et leur utilisation également limitée. Faute d'une base documentaire consistante sur les travaux de recherche en éducation au Burkina Faso, il est très difficile de dresser un état des lieux qui soit réellement représentatif de la recherche existante. Sur la base des informations disponibles, quelques tendances peuvent cependant être dégagées.

Ainsi par exemple, la revue critique des études menées au Burkina Faso sur l'éducation entre 1994 et 1999 réalisée par le Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation du Burkina (GTASE Burkina) en 2000 a permis de répertorier deux cent vingt sept (227) études<sup>2</sup>. Cette revue a révélé un grand déséquilibre dans la couverture du secteur par les études. Ainsi par exemple, l'approche sous-sectorielle est privilégiée par rapport à l'approche sectorielle. Le sous-secteur de l'éducation de base, notamment de l'éducation formelle, est nettement prédominant. La période des ajustements structurels aura consacré ces pratiques où le développement de l'éducation de base devint une priorité absolue au détriment des sous-secteurs des enseignements secondaire et supérieur, jugés très peu rentables en raison des coûts élevés de la formation.

L'analyse des études répertoriées fait ressortir également des disparités dans les thèmes abordés. Ainsi, les thèmes les plus étudiés portent sur les stratégies et les politiques éducatives, l'éducation des filles, l'éducation non formelle, l'évaluation et la qualité du service éducatif. Par contre, la demande d'éducation, les inégalités d'accès à l'éducation selon le revenu des parents, sont des thèmes quasiment inexplorés. La revue a ainsi identifié un certain nombre de problèmes dans l'analyse sectorielle. Parmi ces problèmes, on peut citer le manque de visibilité des études réalisées, la faible utilisation des résultats des études par les décideurs, le manque de concertation dans la formulation et l'exécution des études non seulement entre les services de l'Etat mais aussi entre ses services et les partenaires techniques et financiers.

---

<sup>2</sup> Ilboudo E., Compaoré M. *et al.*, Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Burkina Faso, 1994-1999, GTASE/UNESCO, 2001, 150p.

A l'occasion du colloque organisé par l'AREB en 2002, une base de données bibliographiques des mémoires de fin d'études et de maîtrise a été réalisée. Certes, il ne s'agit pas d'une recherche de haut niveau ; les moyens des étudiants sont souvent très limités, les approches méthodologiques n'ont généralement pas la rigueur attendue d'une recherche de niveau 3<sup>e</sup> cycle. Néanmoins, ces travaux existent, peuvent constituer une sorte de première étape vers une recherche plus approfondie et apportent très souvent des matériaux originaux. Ainsi par exemple, dans le cadre des mémoires de fin d'études d'élèves-inspecteurs, le regard et l'analyse du praticien peuvent être riches d'enseignements. Produits à une fin académique et moins reconnus scientifiquement, tous ces mémoires restent largement ignorés. Un total de six cent quatre vingt dix huit (698) documents ont ainsi été recensés entre 1975 et 2002 dans les centres de documentation suivants :

Ecole des cadres administratifs et pédagogiques (ECAP)	305
Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM)	156
Bibliothèque centrale de l'Université de Ouagadougou	141
Bibliothèque du Département de psychologie et sociologie	33
Bibliothèque de l'UFR Sciences économiques et de gestion	28
Bibliothèque de l'Ecole normale supérieure de Koudougou (ENSK)	28
Bibliothèque du Département d'histoire et archéologie	8
Ecole nationale des régies financières (ENAREF)	4
Bibliothèque du Département d'arts et communication	1
Autres	2

On devine à travers cette répartition la contribution relative des différents champs disciplinaires ou thématiques. Les mémoires relevant de l'ECAP touchent essentiellement aux questions d'ordre pédagogique ; ceux de l'ENAM renvoient aux questions portant sur l'administration de l'éducation et l'intendance ; au niveau de l'Université de Ouagadougou, les champs disciplinaires les plus concernés sont : sociologie, lettres et philosophie, économie, psychologie, linguistique, sciences de l'éducation, droit, médecine, sciences et techniques de l'information.

Une première analyse des thèmes abordés par ces mémoires révèle les constats suivants :

- environ un dixième des mémoires portent sur l'alphabétisation et notamment l'alphabétisation fonctionnelle ;
- le préscolaire fait l'objet d'une attention encore très marginale (avec moins de 10 références).

- au sein du système formel, le nombre de références décroît lorsque l'on passe du niveau primaire au secondaire puis au supérieur. Pour le secondaire, les travaux s'intéressent surtout à l'enseignement général ;
- les secteurs public et privé sont couverts ; les travaux sur le privé renvoient assez souvent au niveau secondaire ;
- les sujets traités sont très diversifiés ;
- les sujets sont souvent abordés en terme de bilan (critique), de perspectives et de propositions de stratégies ;
- on trouve à la fois des sujets à portée nationale, d'autres sur des entités administratives spécifiques (région, province, département, circonscription scolaire, ville, village), d'autres encore sur des aires socio-culturelles (pays moaga, pays dagara, pays gulma, pays san, etc.) ;
- environ un dixième des mémoires portent explicitement sur la capitale, Ouagadougou.

A ces travaux, il faut ajouter une trentaine de thèses (3<sup>e</sup> cycle, nouveau régime, PhD, doctorat d'Etat) soutenues dans le domaine de l'éducation.

Comme l'a révélé la revue documentaire citée plus haut, il apparaît ainsi très clairement qu'au Burkina Faso, comme dans les autres pays africains, la connaissance du phénomène éducatif demeure essentiellement axée sur l'offre : politiques éducatives, fonctionnement des systèmes scolaires, financement de l'éducation, etc.

La demande d'éducation suscite en revanche un intérêt bien moindre, tant de la part des décideurs que des chercheurs. Au delà du constat général d'une sous-scolarisation rurale et féminine, on sait encore peu de choses sur les pratiques familiales en matière de scolarisation : quels enfants scolarise-t-on ou non au sein des ménages ? comment agissent des facteurs tels que le statut familial des enfants, les caractéristiques des chefs de ménages, la structure des ménages, leurs conditions d'habitat, le besoin de main-d'œuvre à des fins domestiques et productives, mais aussi les facteurs liés à l'école, etc.

On peut aujourd'hui recenser environ une cinquantaine de références de travaux de recherche qui abordent, plus ou moins directement, la question des déterminants de la scolarisation. L'intérêt pour le sujet apparaît récent, avec la plupart des études menées depuis les années 1990. Ces travaux sont de nature très diverse : mémoires de fin d'études et de maîtrise ; rapports d'étude commandités par les ministères et/ou des institutions internationales (UNESCO, UNICEF, Banque mondiale), voire des ONG (Cathwel) ; thèses et articles scientifiques.

Depuis quelques années, les démographes manifestent un intérêt croissant pour cette problématique des pratiques familiales en matière de scolarisation.

Leur démarche qui s'inscrit dans le cadre du réseau « Famille et scolarisation en Afrique » (FASAF) repose sur le principe d'une analyse secondaire des sources de données (non scolaires) existantes que sont les recensements de la population et les enquêtes sociodémographiques. Les analyses déjà effectuées à partir de ces sources de données apportent des résultats très intéressants et révèlent un fort potentiel d'analyse. Ont ainsi été mis en lumière des différences de scolarisation selon le statut familial des enfants (la relation entre confiage des enfants et scolarisation), le sexe du chef de ménage, la structure démo-économique des ménages, les conditions d'habitat, etc. La problématique du genre (gender issues) apparaît essentielle à la compréhension des comportements.

## **De quelques regards sur la question éducative au Burkina Faso**

Dans la première partie de l'ouvrage, deux contributions font le point sur l'évolution et l'état des lieux d'une part de la scolarisation, d'autre part de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle au Burkina Faso.

Félix Compaoré et Michel Ouédraogo, après quelques rappels historiques relatifs aux politiques éducatives, retracent l'évolution de la scolarisation, tant au niveau primaire que secondaire et supérieur depuis 1960.

De son côté, Anatole Niaméogo, après avoir évoqué les grandes lignes des politiques d'éducation non formelle, brosse un état des lieux de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle à partir des sources de données existantes. Si ces deux contributions donnent la mesure des progrès accomplis, elles soulignent aussi tout le chemin qui reste à parcourir pour atteindre « l'éducation pour tous ».

La deuxième partie renferme des contributions sur les relations entre éducation et société en insistant sur les représentations sociales de l'école. Le texte de Stéphanie Baux analyse à la fois les discours et les représentations du système scolaire à Ouagadougou. L'analyse révèle des déficits de communication entre les décideurs des politiques éducatives et le personnel enseignant d'une part et entre ce personnel enseignant et les parents d'élèves d'autre part.

Pour sa part, Anselme Yaro montre tout l'intérêt scientifique qu'il y a à étudier les représentations de l'école construite par les parents, mais aussi l'intérêt pratique d'une meilleure connaissance de ces représentations dans la perspective de l'amélioration de la participation des communautés de base à l'action éducative.

Le troisième texte, celui de Afsata Paré/Kaboré, insiste sur les liens qui s'établissent entre éducation et développement. Pour l'auteur, le développement et l'investissement dans le secteur de la formation sont indispensables pour assurer le développement durable d'une part et la lutte contre la pauvreté d'autre part.

La troisième partie de l'ouvrage traite de diverses formes de disparités spatiales et d'inégalités sociales en matière de scolarisation.

A partir des données d'une enquête nationale, Jean-François Kobiané identifie et hiérarchise différents facteurs susceptibles d'influer sur la fréquentation scolaire au primaire. Ses résultats mettent en lumière à la fois des constances et des différences entre les milieux rural et urbain et selon le sexe des enfants. Pour l'auteur, l'offre scolaire en tant que telle aussi bien que les facteurs économiques, sociaux et culturels ont des effets différenciés selon le milieu de résidence et le genre.

En ce qui concerne le milieu urbain et plus particulièrement la capitale, des analyses appropriées du dernier recensement de la population et des statistiques scolaires permettent à Marc Pilon de montrer que si Ouagadougou présente le niveau de scolarisation le plus élevé du pays, cela s'accompagne de fortes disparités intra-urbaines, à la fois spatiales et socio-économiques, au détriment des zones périphériques, des populations les plus démunies et des filles issues du milieu rural confiées à des familles de la capitale.

Sur la base des études existantes, Frédérique Boursin retrace l'évolution du travail des enfants au Burkina Faso. Tout en rappelant la pratique ancienne de la socialisation par le travail, notamment à travers la pratique du confiage, l'auteur met en lumière les nouvelles formes que prend le travail des enfants, et particulièrement les situations d'exploitation et de trafic des enfants à des fins économiques et/ou sexuelles qui surviennent dans un contexte économique, social et géographique en pleine mutation ; elle examine aussi la manière dont le Burkina Faso a traduit son engagement en faveur de l'abolition du travail des enfants y compris dans ses pires formes.

Le VIH/sida constitue une autre source d'inégalités en matière de scolarisation. Après avoir caractérisé l'ampleur de l'épidémie au Burkina Faso, Yacouba Yaro montre de quelle manière à la fois le système scolaire notamment au niveau des enseignants et la demande scolaire au niveau des effets et des familles sont affectées par le VIH/Sida. Il évoque aussi le rôle que peut jouer l'école elle-même dans la lutte contre le VIH/sida et les initiatives entreprises par le monde associatif dans ce domaine.

Placer son enfant auprès d'un parent dans une famille d'accueil à des fins de scolarisation est une pratique sociale assez répandue dans la ville de Ouagadougou. Les résultats d'une approche sociologique, bien qu'exploratoire, permettent à Komla Lokpo de montrer clairement la pertinence et l'intérêt du problème dans un contexte urbain. Ces résultats révèlent en effet une grande diversité de situations et des interactions complexes de facteurs multiples influant sur le déroulement de la scolarité de ces enfants sous tutorat.

La quatrième partie de l'ouvrage s'intéresse à l'évaluation des compétences et à la question linguistique dans le système éducatif burkinabé.

Daniel Barreteau et Anselme Yaro se sont penchés sur les niveaux de compétence en français avec des exemples portant sur les moyennes individuelles des élèves, les moyennes générales par niveau d'étude et par zone. Ils concluent que la réussite et l'échec à l'école sont des phénomènes scolaires certes, mais que les racines proviennent aussi de la société.

Sur la question des langues d'enseignement au Burkina Faso, Mamadou Lamine Sanogo et Hamed Abuhadra décrivent l'histoire de la langue arabe dans l'Afrique noire de façon générale et dans les contrées musulmanes du Burkina Faso en particulier. En substance, les auteurs font observer que si la politique linguistique du Burkina Faso se caractérise par une hégémonie de fait du français, il faut retenir que les autres langues remplissent des fonctions ou représentent certains symboles, rôle que ne peut pas toujours assurer le français. C'est ainsi le cas de l'arabe, une langue qui incarne les valeurs de l'islam.

A partir d'enquêtes effectuées en milieu fulaphone, Issa Diallo fait ressortir des statistiques assez mitigées de la durabilité des acquis de l'alphabétisation, rappelant ainsi la nécessité de la création d'un environnement lettré dans les zones alphabétisées. Il en conclut que le réel développement d'un environnement lettré, à savoir la possibilité effective pour les alphabétisés d'avoir accès à des documents écrits dans leur langue d'alphabétisation, est une condition indispensable au maintien des acquis.

Pour sa part, Abou Napon propose un examen des problèmes sociolinguistiques qui entravent la bonne application des différentes décisions en matière de promotion des langues nationales au Burkina Faso. L'auteur dénonce l'absence d'une politique linguistique claire en faveur de l'utilisation des langues nationales dans le système d'éducation formelle. Il fait ainsi observer la frilosité de l'Etat dans ce domaine en rappelant que la plupart des expériences en matière de promotion des langues nationales est l'œuvre d'ONG, d'Associations ou d'institutions internationales.

Au sujet des innovations pédagogiques, la contribution de André Batiana analyse les résultats d'une évaluation sur les écoles satellites (ES). Ces écoles abritent une expérimentation éducative qui, dans les objectifs de départ, devrait conduire à l'avènement d'une nouvelle école au Burkina Faso. L'auteur fait observer que entre 1999 et 2002, on assiste à une forte baisse au niveau des moyennes des élèves dans les écoles satellites que dans les écoles classiques. Il explique cette baisse par le manque de motivation financière des enseignants communautaires des écoles satellites et l'absence de statuts.

Telles sont, en résumé, les grandes articulations de cet ouvrage qui propose des regards croisés de chercheurs de plusieurs disciplines sur la question éducative au Burkina Faso.